



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-HUITIÈME ANNÉE

1716°

SÉANCE: 22 MAI 1973

UN LIBRARY

MAY 27 1977

NEW YORK

UN/SA COLLECTION

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1716)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :	
a) Lettre, en date du 8 mai 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée et du Kenya (S/10925);	
b) Deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud (S/10920)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

MILLE SEPT CENT SEIZIÈME SÉANCE

Tenue à New York le mardi 22 mai 1973, à 10 h 30.

Président : M. Rahmatalla ABDULLA (Soudan).

Présents : les représentants des Etats suivants : Australie, Autriche, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guinée, Inde, Indonésie, Kenya, Panama, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1716)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Question concernant la Rhodésie du Sud :
 - a) Lettre, en date du 8 mai 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée et du Kenya (S/10925);
 - b) Deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud (S/10920).

La séance est ouverte à 12 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :

- a) Lettre, en date du 8 mai 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée et du Kenya (S/10925);
- b) Deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud (S/10920)

1. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : Je rappelle tout d'abord la décision prise antérieurement par le Conseil [1713e séance] d'inviter le représentant de la Somalie, sur sa demande, à participer à la discussion en vertu de l'Article 31 de la Charte. Un siège lui a été réservé sur le côté de la salle du Conseil.

2. Les membres du Conseil savent qu'il existe deux projets de résolution sur la question dont il est saisi [S/10927 et S/10928].

3. M. ODERO-JOWI (Kenya) [*interprétation de l'anglais*] : Avant que nous en venions à décider du sort des

deux projets de résolution dont le Conseil est saisi, nous devrions prendre le temps de réfléchir et nous demander ce que nous attendons exactement du Conseil et de chacun de ses membres.

4. On se rappellera que, le 11 novembre 1965, le régime minoritaire illégal de Smith s'est emparé du pouvoir dans la colonie britannique de Rhodésie du Sud, au mépris de la Couronne britannique, du Gouvernement britannique et des principes juridiques britanniques applicables au transfert du pouvoir à un gouvernement jouissant de l'appui général de toutes les populations dans une colonie. En conséquence, le Gouvernement du Royaume-Uni a décidé d'agir fermement vis-à-vis des rebelles, avec la vigueur que l'on connaît aux Britanniques en présence d'un tel défi, et de ramener la colonie dans la voie d'un développement constitutionnel.

5. Cela se passait il y a près de neuf ans et les rebelles sont toujours au pouvoir. Le Gouvernement du Royaume-Uni a eu une série de dialogues avec les rebelles, mais en vain, si ce n'est de faire craindre au monde et à l'Afrique que 5 millions d'Africains soient abandonnés à une minorité blanche d'un quart de million dont les aspirations consistent à avoir partie liée avec le régime raciste d'Afrique du Sud et le régime colonial du Portugal pour continuer à maintenir en esclavage, à des fins économiques, les populations africaines. Il est utile de comparer la manière dont le Royaume-Uni s'est saisi de la question de la Rhodésie du Sud et la manière dont il a traité la prétendue rébellion du Kenya en 1952 et, plus tard, le soulèvement à Anguilla en 1967. Pourquoi une si grande différence de traitement ?

6. Il serait triste de croire que, dans chacun de ces cas, la différence dans la rapidité et la rigueur des mesures adoptées aura dépendu de la question de savoir qui s'était rebellé contre qui. La rébellion d'une minorité de résidents coloniaux d'origine britannique blanche peut s'admettre, mais la rébellion de populations autochtones, elle, doit être écrasée et les autochtones doivent être maîtrisés. Cette définition n'est guère conforme au souci que les Britanniques — on le sait — portent aux considérations juridiques et légitimes.

7. Outre la position adoptée par le Royaume-Uni, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, conformément à l'esprit de la Charte et au point de vue de nombreux organismes et organisations dans le monde entier, qui ont condamné la déclaration unilatérale d'indépendance de la part des rebelles, nous demandons que le Royaume-Uni prenne des mesures permettant au peuple du Zimbabwe d'obtenir son indépendance et son droit à l'auto-

détermination. En fait, tel a été le message très clair de l'Assemblée générale et, dans une certaine mesure — dans une certaine mesure seulement, comme je vais le démontrer —, du Conseil depuis 1965.

8. Le Conseil n'a cessé de regretter que les mesures qu'il a adoptées depuis 1965 soient restées jusqu'à présent sans effet. C'est pourquoi la résolution 320 (1972), notamment aux paragraphes 4 et 5, demandait au Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) d'entreprendre d'urgence l'examen du type de mesures qui pourraient être prises devant le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions contre le régime illégal et de présenter notamment un rapport en vue d'élargir la portée et d'accroître l'efficacité des sanctions contre la Rhodésie du Sud.

9. Il me paraît superflu de répéter que le rapport du Comité au Conseil, contenu dans le document S/10920, ne répond guère au mandat du Conseil. La raison en est très claire. C'est que, en dépit des modestes propositions des pays africains, appuyées et nettement améliorées par les délégations de la Chine et de l'Union soviétique — et ma délégation leur en sait gré —, le Royaume-Uni et les Etats-Unis n'ont pas voulu décevoir la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud et le Portugal en permettant au Comité, et ensuite au Conseil, de remplir son mandat en adoptant des mesures propres à conduire à la chute du régime illégal de la Rhodésie du Sud.

10. Nous pourrions donc nous demander dans quelle mesure certains membres du Conseil songent sérieusement à l'efficacité des décisions du Conseil. En fait, nous devons nous demander si les actes de ces membres et la manière généreuse dont ils protègent les illégalités dans le cas de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud en exerçant leur veto sont en conformité avec l'intention première de cette clause de garantie contenue dans la Charte. Nous devons nous demander dans quelle mesure ce privilège sert les intérêts des faibles et de l'opinion publique internationale. Nous devons nous demander si le but recherché était réellement que le Conseil se voie ainsi automatiquement frustré dans ses efforts par un ou deux de ses membres.

11. Ma délégation ne parvient pas à croire que certains membres du Conseil entendent sérieusement mettre fin à l'état de rébellion dans la colonie britannique de Rhodésie du Sud. Je voudrais bien me tromper. On verra ce qu'il en est lors du vote sur le projet de résolution contenu dans le document S/10928 qui, s'il est adopté et fidèlement mis en œuvre, aura pour effet non seulement d'atteindre la clique de Smith en Rhodésie du Sud mais encore ses deux alliés : l'Afrique du Sud et le Portugal.

12. Cependant, le projet de résolution paraît être la cible de ceux qui soutiennent, encouragent et facilitent la violation des sanctions, car ils semblent croire que le Conseil ne devrait adopter aucune décision permettant d'attaquer de front le problème de la Rhodésie du Sud. Je n'ai pas besoin de rappeler que, parmi les récents vetos enregistrés sur les questions africaines, et en particulier sur la Rhodésie du Sud, les pays africains ont été fort troublés

de constater avec quel empressement le Royaume-Uni, puissance administrante de la colonie, et les Etats-Unis, qui importent ouvertement du chrome de la colonie rebelle, se sont montrés disposés à méconnaître et à tourner en dérision l'attitude des Africains et l'opinion publique internationale. Nous observons, la mort dans l'âme, les actes des "amis" de l'Afrique indépendante et tout autant, sinon plus, des amis de la Rhodésie du Sud, du Portugal et de l'Afrique du Sud. Ils reprennent de la main gauche ce qu'ils donnent de la main droite. Nous trouvons cela fort singulier.

13. Le Gouvernement du Royaume-Uni est la Puissance administrante de la colonie rebelle; nous le reconnaissons tous. Ma délégation aurait donc pensé que le Royaume-Uni accueillerait avec satisfaction toutes mesures pratiques, telles celles que prévoit le projet de résolution S/10928, qui, quelque neuf ans après la déclaration unilatérale d'indépendance, pourraient être mises à l'essai en même temps que les mesures prévues dans la résolution 253 (1968). Cependant, le mépris que la délégation du Royaume-Uni oppose à ce projet de résolution apparaît d'une façon implicite dans la déclaration qu'elle a faite devant le Conseil le vendredi 18 mai [1715^e séance]. Le Royaume-Uni n'a pas fait allusion à ce projet — seul projet qui demande aux Etats de protester, d'une manière valable, contre les violations réitérées, ouvertes et persistantes des sanctions par le Portugal et l'Afrique du Sud. En parlant de sanctions efficaces et du renversement du régime Smith, je me demande si la délégation du Royaume-Uni et ma délégation parlent de la même chose. Il est évident que ce n'est pas le cas. Si le Royaume-Uni veut se décharger de la responsabilité de sa possession coloniale, il ne doit pas recourir à des faux-fuyants; il doit parler ouvertement, comme il l'a toujours fait en exerçant son veto, et dire ce qu'il en est.

14. Dans son intervention du 18 mai, le représentant du Royaume-Uni a reconnu ce qui suit :

"Par conséquent, examinant ce qui devrait être fait maintenant, le critère à retenir doit être celui de l'efficacité de ce qui est proposé comme un moyen de mettre un terme au commerce illégal qui se poursuit, et ainsi de promouvoir les chances d'un règlement juste et acceptable en Rhodésie du Sud." [Ibid., par. 21.]

Cependant, bien que tout le monde sache et reconnaisse que ceux qui violent le plus les sanctions sont l'Afrique du Sud et le Portugal, le Royaume-Uni lui-même n'a pas proposé de mesures pour remédier à la situation et ne veut pas que des mesures soient prises contre ces deux pays. La déclaration de désaveu d'un élargissement des sanctions qui reviendrait "à une déclaration de guerre économique contre l'ensemble de l'Afrique australe et que mon gouvernement pour sa part ne saurait envisager" [ibid.] ne démontre pas une attitude sérieuse de la part du Gouvernement du Royaume-Uni dans l'exercice de ses responsabilités à l'égard de la population de Rhodésie du Sud dans l'ensemble, mise à part la minorité raciste. Le Royaume-Uni n'a pas pris de mesures et n'a même pas émis de protestations contre d'autres coupables connus pour avoir violé les sanctions, tels que les Etats-Unis.

15. Il semblerait donc que le Royaume-Uni ait fait acte de collusion ou de connivence avec ses collaborateurs en encourageant, par l'action ou l'inaction, la violation des sanctions du Conseil de sécurité contre la Rhodésie du Sud et, par conséquent, la persistance du régime illégal de Smith. L'observation que vous avez faite, monsieur le Président, en tant que représentant du Soudan, à savoir que les patrouilles de la marine britannique à Beira ont été relâchées, permet d'ajouter foi à la thèse de la collusion. C'est évidemment avec inquiétude que ma délégation vous a entendu dire :

"Il [le Comité] aurait dû retenir le fait que non seulement les patrouilles de la marine britannique au large du port de Beira ont été relâchées, mais aussi que les ports de Lourenço Marques et de Durban ont étendu leurs installations portuaires et les ont mises au service du commerce de contrebande en provenance et à destination de la Rhodésie du Sud." [ibid., par. 51.]

De l'avis de ma délégation, tout cela ne témoigne guère du sérieux avec lequel le Royaume-Uni applique les sanctions ou cherche à mettre fin à l'état de rébellion en Rhodésie du Sud, conformément à l'esprit de la Charte et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale de 1960.

16. La question de la Rhodésie du Sud ne peut être détachée de la question de l'Afrique australe ni examinée isolément; elle en est partie intégrante. Ainsi, le Conseil devrait se rappeler que la question de l'Afrique australe — qu'il s'agisse du régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud, de la question de Namibie, de la politique coloniale brutale du Portugal ou de la rébellion rhodésienne —, de manière individuelle ou collective, a été considérée à juste titre comme constituant une menace pour la paix et la sécurité internationales. La responsabilité particulière de maintenir la paix et la sécurité internationales et de mettre fin à des situations qui peuvent les menacer incombe au Conseil de sécurité, les membres permanents jouant un rôle primordial.

17. Quelle est cependant l'attitude de certains membres permanents importants à l'égard de la question dont le Conseil est saisi ? Je ne révélerai aucun secret en faisant remarquer que les avantages économiques à court terme pour le commerce, les investissements, avec la main-d'œuvre à bon marché — qui constitue une nouvelle forme d'esclavage dans le cadre du capitalisme du vingtième siècle — et la stratégie militaire juxtaposée à un colonialisme agonisant ont malheureusement triomphé jusqu'à présent des principes de la Charte, du droit international, de la justice et de la morale. Telles sont les forces prépondérantes aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, qui abusent du privilège du veto et qui permettent ainsi de perpétuer la politique raciste de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud, ainsi que le colonialisme portugais en Afrique.

18. Puis-je cependant rappeler au Conseil que l'Afrique — et le Kenya en particulier — n'abandonnera pas la lutte tant que tout le continent ne sera pas libre et qu'un ordre équitable ne régnera pas en Rhodésie du Sud, dans les territoires sous domination portugaise et en Afrique du Sud même. Plus tôt cela sera compris et accepté de chacun, mieux cela vaudra pour tous, et on pourra alors commencer

à établir des relations constructives entre toutes les races et tous les peuples.

19. Dans l'*Observer* de Londres du 20 mai 1973, on met en cause les manœuvres de couloirs du bureau d'information du Gouvernement rhodésien à Washington. Le fait que les Etats-Unis accueillent cette agence d'un régime illégal et lui permettent de propager les opinions du régime illégal constitue une autre mauvaise note pour le Gouvernement des Etats-Unis dans la question de la Rhodésie du Sud. Ma délégation tient à faire l'éloge de l'enquête menée par des ressortissants des Etats-Unis sur les activités du prétendu bureau d'information rhodésien aux Etats-Unis. Ma délégation estime que toute manifestation pouvant faire croire qu'un gouvernement quelconque a reconnu la clique illégale de Smith ne devrait être autorisée, sous quelque forme que ce soit, par aucun gouvernement dans son territoire, que ce soit par l'intermédiaire de particuliers de nationalité rhodésienne ou non. Nous voudrions donc demander instamment à tous les gouvernements d'examiner de très près les activités de particuliers censés travailler pour le régime rhodésien ou servir ses objectifs.

20. Pour résumer, nous avons devant nous deux projets de résolution que le Conseil examine depuis la semaine dernière. Mon gouvernement espère que les gouvernements représentés ici au Conseil ont eu tout le temps voulu pour examiner les deux projets et qu'après réflexion les membres du Conseil réagiront de manière positive et sensée afin d'aider le Conseil à prendre des mesures concrètes et substantielles en vue de résoudre la situation en Rhodésie.

21. On se rappellera que l'un des projets de résolution, le document S/10927, compte actuellement pour auteurs l'Australie, la Guinée, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Panama, le Pérou, le Soudan et la Yougoslavie. C'est là un appui dont notre délégation se félicite parce qu'il montre les justes préoccupations et la manière de penser de la majorité des membres du Conseil. Ma délégation espère que d'autres Etats membres se porteront coauteurs du projet car ce n'est en somme qu'une réponse directe au paragraphe 5 de la résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité, qui demandait au Comité des sanctions d'élargir leur portée et d'accroître leur efficacité. Une fois de plus, ma délégation espère que ce projet sera appuyé à l'unanimité par l'ensemble du Conseil.

22. Le second projet de résolution est contenu dans le document S/10928; il constitue également une réponse à la résolution 320 (1972), qui demandait au Comité des sanctions d'examiner les mesures "qui pourraient être prises devant le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions". En d'autres termes, ce projet n'a rien d'imprévu, mais il répond à un appel adressé au Comité par le Conseil lui-même. A l'heure actuelle, ce projet a pour auteurs la Guinée, l'Indonésie, le Kenya, le Panama, le Pérou, le Soudan et la Yougoslavie. Une fois de plus, je demande à d'autres membres du Conseil de se joindre aux auteurs pour que les mesures que le Conseil prendra se présentent aux yeux du monde comme une décision unanime.

23. Nous sommes réunis sous la menace du "veto de velours". Nous disons "de velours" parce que cette arme mortelle est présentée en quelque sorte dans un gant de velours, donnant l'impression qu'elle sert à empêcher ce que l'on a appelé "des mesures hâtives et irréfléchies de la part de délégations afroasiatiques peu conscientes des responsabilités et à la tête chaude". Là encore, il pourrait être bon de nous arrêter un instant sur cette manière effrontée de brandir le veto pour voir si l'usage que l'on se propose d'en faire est conforme à l'idée originale qui a fait inscrire cette clause dans la Charte il y a vingt-sept ans, dans les salles enfumées de San Francisco.

24. Si le veto est appliqué, comme nous le craignons, son usage, de l'humble avis de ma délégation, aura pour effet de réduire à néant les décisions précédentes du Conseil, ou tout au moins de les déjouer. Comme je l'ai déjà expliqué, l'action envisagée dans le projet de résolution S/10928 constitue une réponse et une suite à une précédente décision du Conseil de prendre des mesures pratiques pour répondre au fait que l'Afrique du Sud et le Portugal ne cessent de bafouer les décisions du Conseil. Ma délégation estime que si le veto est exercé il empêchera le Conseil d'examiner la question étape par étape et d'agir. A notre avis, ce serait une situation très grave étant donné le verdict antérieur du Conseil selon lequel la situation en Afrique australe est une menace pour la paix et la sécurité internationales.

25. L'attitude de certaines des grandes puissances ici représentées vise, nous le savons tous, à protéger leurs intérêts capitalistes en Afrique australe. Ces intérêts ont une importance telle pour elles que les idéaux inscrits dans la Charte, le fonctionnement du Conseil de sécurité, etc., doivent leur être asservis. Actuellement, nous voyons un membre permanent du Conseil de sécurité défier ouvertement les sanctions en important des minéraux de Rhodésie du Sud. Mais ce même pays va plus loin. Nous avons parlé du bureau d'Air Rhodesia ici même, à New York; nous avons dit qu'à Washington il y avait un bureau d'information rhodésien que dirigent deux personnes : M. Kenneth Towsey et M. John Hooper. Ils s'occupent de ce bureau depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de 1965. Il est donc permis de se demander si certains membres permanents du Conseil de sécurité parlent sérieusement lorsqu'ils proclament à tous les échos qu'ils appuient les mesures de l'ONU visant à mettre fin au régime illégal de Rhodésie. Une fois de plus, nous voudrions lancer un appel au Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il revienne sur son attitude, ferme ces deux bureaux et cesse de violer les sanctions, ce qui ne peut que mal finir.

26. Il existe aujourd'hui en Afrique australe ce qui est, en fait, une nouvelle forme d'esclavage. Ce que nous avons essayé de faire ces dernières années à l'ONU, c'est de mettre fin à cet esclavage. Cet esclavage est aussi odieux, infâme et inhumain que celui que des hommes éclairés et convaincus combattaient au siècle dernier. Des hommes comme Abraham Lincoln se sont heurtés à l'opposition farouche de racistes fanatiques, de capitalistes et d'autres intérêts acquis qui tiraient d'énormes gains de l'esclavage, et il a fallu une guerre civile aux Etats-Unis pour mettre fin à l'esclavage.

27. On ne saurait s'attendre que nous parlions le langage de la modération lorsqu'il s'agit de l'esclavage de nos frères de Rhodésie du Sud : leur esclavage est aussi le nôtre. Nous ne saurions transiger avec les forces du mal qui, en Rhodésie du Sud, font de nos frères de simples objets. Nous sommes en présence de ce que le premier ministre Heath a appelé "l'aspect déplaisant et inacceptable du capitalisme". Nous savons que pour les rebelles de Rhodésie ce capitalisme n'est pas "affreux" car il leur apporte la domination politique et économique, l'aisance, le confort et l'abondance. Mais nous savons d'autre part qu'il apporte à notre peuple en Rhodésie du Sud l'humiliation, l'oppression, les souffrances et la pauvreté. Nous ne pouvons abandonner nos frères et nos sœurs de Rhodésie car leur sort est notre sort, et ceux qui les oppriment nous oppriment aussi. Que ceux qui désirent transiger avec ces fléaux opposent leur veto à notre projet de résolution et que Dieu ait pitié de leur âme !

28. Je voudrais faire quelques brefs commentaires sur un éditorial qui a paru dans le *New York Times* d'aujourd'hui et qui a quelque rapport, me semble-t-il, avec la question dont nous discutons. Le titre de l'éditorial est "Priorités pour les Africains", les rédacteurs du *New York Times* conseillant ici aux Africains de mettre de l'ordre dans leurs priorités. Ils nous disent que notre opposition aux régimes racistes et minoritaires d'Afrique australe n'est pas une bonne priorité, qu'elle devrait ne venir qu'au dixième rang des priorités ou ne pas être une priorité du tout.

29. Je ne suis pas surpris de ce genre de conseil donné par le *New York Times*. Ce conseil vient de ceux qui croient que les Africains ne savent pas comment mettre de l'ordre dans leurs affaires ni comment diriger leurs priorités. On nous dit que, au lieu d'être hantés par l'opposition contre les minorités blanches d'Afrique australe, nous devrions avoir pour priorité numéro un la question de la famine qui ravage actuellement certaines parties de l'Afrique et que, peut-être aussi, comme priorité numéro un, nous devrions mettre fin au massacre d'Africains par des Africains pour des raisons tribales ou ethniques. Je dois ajouter que le *New York Times* reconnaît que les dirigeants blancs en Afrique du Sud ne sont pas précisément des saints. Il est dit dans ce journal : "Les dirigeants blancs d'Afrique du Sud, de Rhodésie, de l'Angola et du Mozambique méritent le blâme du monde parce qu'ils oppriment les majorités africaines..." Je ne sais pas si je dois répéter cela à l'intention des représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Ils pourront le lire eux-mêmes.

30. Mais permettez-moi de faire les observations suivantes. Il est vrai qu'à l'heure actuelle il existe une calamité, un désastre naturel : la sécheresse qui menace de famine un certain nombre de pays africains. C'est un désastre naturel, et il n'y va pas de notre faute. Donc, au lieu de nous railler parce que nous sommes les victimes de cette calamité, les rédacteurs du *New York Times* devraient plutôt nous aider et lancer un appel au secours afin que ceux des Africains qui sont menacés de famine soient à même de recevoir quelque assistance et quelque réconfort.

31. En ce qui concerne la question de mettre fin au massacre d'Africains par les Africains pour des raisons

tribales ou ethniques, je dois dire que, comme tous les pays du monde, nous avons nos problèmes. Je ne veux pas comparer nos problèmes à ceux qui existent dans d'autres pays. Nous faisons de notre mieux par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine pour unifier l'Afrique et pour assurer que la paix y règne grâce à l'entente et à la solution de problèmes tels que le tribalisme et autres qui continuent à diviser notre continent. Nous faisons de notre mieux dans la mesure de nos moyens. Donc, au lieu de nous railler, tendez-vous plutôt la main pour nous aider à unifier notre continent.

32. L'Organisation de l'unité africaine célèbre son dixième anniversaire en ayant à son actif un certain nombre de réalisations impressionnantes. Grâce au mécanisme de l'OUA, de nombreux désastres et de nombreux conflits ont pu être évités sur le continent africain, et il convient de l'en féliciter car je crois qu'elle est la seule organisation régionale comprenant 41 membres qui fonctionne adéquatement et qui a obtenu des résultats. Je ne veux pas comparer l'OUA à d'autres organisations régionales mais, en ce qui nous concerne, nous sommes très heureux de ses réalisations.

33. Pour ce qui est de notre hantise de l'opposition aux régimes minoritaires blancs d'Afrique australe, je voudrais indiquer aux éditeurs du *New York Times* que pour nous c'est plus qu'une hantise : c'est une question de vie ou de mort.

34. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Etant donné qu'aucun représentant ne désire prendre la parole pour l'instant, je propose que le Conseil vote maintenant sur les deux projets de résolution dont il est saisi, conformément au premier paragraphe de l'article 32 du règlement intérieur provisoire, selon lequel les projets de résolution ont priorité dans l'ordre où ils sont présentés. Si je n'entends pas d'objections, je vais mettre aux voix premièrement le projet de résolution contenu dans le document S/10927 et ensuite celui contenu dans le document S/10928.

35. Je mets donc aux voix le projet de résolution contenu dans le document S/10927 et présenté par l'Australie, la Guinée, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Panama, le Pérou, le Soudan et la Yougoslavie.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Australie, Autriche, Chine, Guinée, Inde, Indonésie, Kenya, Panama, Pérou, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté¹.

36. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote sur le projet de résolution que nous venons d'adopter, puis nous passerons au vote sur le second projet.

37. M. JANKOWITSCH (Autriche) [*interprétation de l'anglais*] : Lorsque j'ai expliqué la position de ma délégation à propos du deuxième rapport spécial du Comité [1714e séance], j'ai indiqué que nous appuyions les suggestions contenues dans la section III et que nous étions convaincus que leur adoption par le Conseil constituait une question urgente. Cela a été la considération primordiale qui nous a amenés à voter en faveur du projet de résolution contenu dans le document S/10927 qui, au paragraphe 1, recommande d'approuver les recommandations et suggestions figurant aux paragraphes 10 à 22 du rapport.

38. D'autre part, la résolution contient un certain nombre de propositions tirées de la section IV sur lesquelles le Comité n'a pu se mettre d'accord. Le Conseil se souviendra cependant que j'ai mentionné ces propositions en exprimant l'espoir de ma délégation qu'un accord pourrait se faire ultérieurement à ce propos et en indiquant que nous étions prêts à coopérer à tout effort visant à réaliser cet accord. Ma délégation a également indiqué au paragraphe 36 du rapport qu'elle était en mesure de donner son appui à certaines propositions qui ne faisaient pas l'objet d'un accord mais qu'elle éprouvait quelques difficultés vis-à-vis de certaines autres en raison de leur incompatibilité avec la législation autrichienne en vigueur.

39. Je dirai à cet égard que, comme beaucoup d'autres délégations, nous croyons que des lois appropriées sont sans aucun doute un moyen d'action utile pour empêcher les violations des sanctions. Toutefois, nous devons compter avec les systèmes juridiques différents des Etats Membres, qui pourraient rendre difficile l'application de certaines lois précises. Ce fait ne devrait cependant pas les empêcher de prendre d'autres mesures d'ordre législatif ou administratif pour parvenir au même résultat.

40. Ma délégation interprète donc les propositions en question comme une incitation à rechercher, dans le cadre de l'ordre juridique autrichien, des solutions juridiques appropriées pour atteindre les objectifs que visent en définitive les divers éléments de la résolution. Cela étant, et parce que nous appuyons pleinement les objectifs politiques qui ont motivé cette résolution et les résolutions adoptées précédemment par le Conseil à ce propos en vue de mettre fin à la rébellion de Salisbury contre la Couronne britannique et de donner au peuple du Zimbabwe le droit à la libre détermination le plus rapidement possible, ma délégation a voté en faveur du projet de résolution.

41. M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*traduction du russe*] : La délégation de l'Union soviétique a déjà eu l'occasion d'exposer au fond la position de ce pays sur la question de la Rhodésie du Sud et sur le deuxième rapport spécial du Comité de la Rhodésie du Sud au cours de l'examen de ce point au Conseil de sécurité.

¹ Voir résolution 333 (1973).

42. En ce qui concerne la question de la Rhodésie du Sud, l'Union soviétique s'inspire de la position de principe de Lénine consistant à soutenir les peuples qui luttent contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. A l'ONU, l'Union soviétique appuie toutes les propositions qui visent réellement à éliminer au plus vite le régime raciste de Rhodésie du Sud, à donner au peuple du Zimbabwe la possibilité de jouir de son droit légitime et inaliénable à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté et à faire en sorte que les résolutions du Conseil de sécurité et les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux soient mises en œuvre en ce qui le concerne.

43. La discussion qui a eu lieu au Conseil de sécurité sur la Rhodésie du Sud a nettement montré que la situation dans ce pays suscite réellement une vive inquiétude parmi la collectivité internationale, surtout chez les pays africains. Les distingués représentants du Kenya, du Soudan, de la Somalie et de la Guinée ont montré de manière convaincante, dans leurs interventions au Conseil, que la politique du régime colonialiste et raciste de Salisbury ne cesse de durcir malgré les résolutions de l'ONU et les efforts déployés par l'Organisation. Tout cela mène inévitablement à une aggravation de la situation tant en Rhodésie du Sud que dans l'ensemble de l'Afrique australe.

44. Elle est d'autant plus mauvaise que le régime raciste de Smith doit sa survie à l'aide politique, militaire, économique et financière que lui accordent certains pays occidentaux et les monopoles impérialistes internationaux, au mépris et en violation des résolutions de l'ONU.

45. La délégation soviétique a déjà eu l'occasion de mettre en lumière un phénomène entièrement confirmé dans leurs interventions par les délégations africaines, à savoir le rôle particulièrement sinistre et funeste joué par l'Afrique du Sud et le Portugal dans l'assistance directe au régime raciste de Rhodésie du Sud.

46. Le Conseil se doit de tenir compte de toutes ces considérations au moment où il examine les recommandations qui lui ont été soumises par le Comité de la Rhodésie du Sud et où il adopte lui-même une résolution sur ces recommandations.

47. La délégation soviétique tient à réaffirmer qu'à son avis et compte tenu de la situation réelle qui règne en Rhodésie du Sud et en Afrique australe les recommandations du Comité de la Rhodésie du Sud ne sauraient être considérées comme entièrement satisfaisantes. Cependant, étant donné que les auteurs du projet de résolution ont demandé aux délégations de l'appuyer, la délégation de l'Union soviétique, par égard pour eux, a voté en faveur du texte que le Conseil vient d'adopter, avec les réserves que je viens d'énoncer.

48. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Si aucune autre délégation ne souhaite expliquer son vote, le Conseil va maintenant voter sur le projet de résolution présenté par la Guinée, l'Indonésie, le Kenya, le Panama, le

Pérou, le Soudan et la Yougoslavie et publié sous la cote S/10928.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Australie, Chine, Guinée, Inde, Indonésie, Kenya, Panama, Pérou, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Autriche, France.

Il y a 11 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

Les voix contre étant celles de membres permanents du Conseil, le projet de résolution n'est pas adopté.

49. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons entendre maintenant les délégations qui souhaitent expliquer leur vote.

50. M. **LECOMPT** (France) : La délégation française désire expliquer son vote sur les deux projets de résolution.

51. Nous aurions pu, en ce qui concerne le premier de ces projets, cela va de soi, voter en faveur des dispositions qu'il contient s'il s'était limité à approuver la section III du rapport spécial dont nous sommes cependant résolus à observer les dispositions. Nous regrettons que l'on ait réintroduit devant le Conseil des procédures qui n'avaient pas fait l'objet d'un consensus de la part du Comité. Il en est résulté que nous avons dû nous abstenir.

52. Comme nous l'avons marqué de la façon la plus claire dans notre intervention du 16 mai [171^{se} séance], nous sommes favorables au renforcement des sanctions contre la Rhodésie, pour lesquelles, nous tenons à le rappeler, nous avons voté à la demande de la Puissance administrante et pour répondre à l'attente de l'Afrique, à condition qu'un accord puisse se faire sur les modalités pratiques d'application, un tel accord étant la condition même de leur efficacité. Dans cet esprit, nous avons proposé que soient apportés au texte du projet de résolution S/10927 les amendements tenant compte des préoccupations que nous avons exprimées auprès des auteurs. Ces derniers, cependant, n'ont pas cru devoir accepter les changements que nous eussions souhaités. Dans ces conditions, la délégation française s'est trouvée contrainte de maintenir la position qui avait été la sienne au Comité.

53. J'ajoute qu'en ce qui nous concerne nous confirmons les engagements pris en 1966, lors de l'instauration des sanctions. Cela résulte des explications que nous avons fournies devant le Comité et des précisions que nous avons données lors de ses débats sur certains points. En outre, nous mettons à l'étude des mesures destinées à permettre une application renforcée des sanctions dans toute la mesure compatible avec les nécessités du commerce international. C'est dire que notre abstention sur ce premier projet n'est pas et ne sera pas une inaction. Si nous avons certaines réserves sur la procédure proposée à la suite des travaux du Comité, nous n'en avons aucune sur la mise en œuvre des sanctions renforcées.

54. Concernant le projet de résolution S/10928, la délégation française a déjà indiqué au cours de sa précédente intervention les raisons pour lesquelles elle ne pouvait se rallier aux dispositions prévues.

55. M. CHUANG Yen (Chine) [*traduction du chinois*] : Dans le discours qu'il a prononcé récemment [1715e séance], M. Huang Hua, représentant de la Chine, a souligné que les deux projets de résolution dont est saisi le Conseil de sécurité ne constituaient que des mesures préliminaires en vue de renforcer et d'étendre la portée des sanctions contre la Rhodésie du Sud. Il est donc regrettable que le second projet ait fait l'objet d'un veto de la part de deux membres permanents du Conseil, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Cela ne peut que donner à réfléchir.

56. Certains représentants qui se sont obstinément opposés au second projet de résolution n'ont pas manqué de réaffirmer en même temps qu'ils sont "favorables à un renforcement des sanctions contre la Rhodésie du Sud" et ont même déclaré à maintes reprises qu'ils "ne le cèdent à personne" pour ce qui est de l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud. Ils reconnaissent également que les autorités sud-africaines et portugaises font tout leur possible pour saper les sanctions contre la Rhodésie du Sud; ils ont aussi remarqué qu'il est "patent" que de nombreux produits en provenance de Rhodésie du Sud ont été exportés sous le couvert de certificats d'origine sud-africaine ou portugaise. Ils se déclarent favorables à l'interruption de tout commerce illégal contre la Rhodésie du Sud afin d'appliquer pleinement les résolutions pertinentes. Ils tiennent des propos sur "l'inutilité des sanctions sur le papier", ce qui sous-entend qu'ils ont l'intention sincère d'agir pour renforcer les sanctions.

57. Ces déclarations sonnent si bien que les peuples ont cru que leurs actions seraient conformes à leurs paroles et que leurs vœux pieux se traduiraient dans les faits. Malheureusement, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures concrètes, leur position est radicalement différente. Ils disent alors "cela est impossible" et "on ne peut faire cela non plus". Tantôt les mesures proposées sont "inefficaces", tantôt "elles soulèvent des difficultés d'ordre pratique et juridique". En bref, ils ne veulent ni mettre un terme à leurs violations flagrantes des sanctions contre la Rhodésie du Sud ni renforcer et élargir la portée des sanctions contre ce pays.

58. Aucun flot de belles paroles ne saurait masquer leur véritable position : ils disent "oui", et pensent "non". En ayant recours de manière arbitraire au veto contre un projet de résolution aussi fondamental, ils permettent de voir encore plus clairement quelles sont les forces qui s'emploient obstinément à faire obstacle à l'adoption de mesures efficaces contre le régime raciste de Rhodésie du Sud et celles qui apportent leur appui aux autorités de la Rhodésie du Sud, de l'Afrique du Sud et du Portugal et s'associent à elles pour violer les sanctions et former une alliance réactionnaire en vue de réprimer de concert les mouvements de libération nationale du peuple du Zimbabwe et de l'Afrique australe. Ils ne peuvent en aucune manière éluder la responsabilité de leurs agissements criminels. De tels

agissements ne font que renforcer la conscience politique, l'unité du peuple du Zimbabwe et des peuples de l'ensemble de l'Afrique australe, contribuer à leur faire perdre leurs illusions et les inciter à redoubler d'efforts dans leur lutte. En ce sens, nul doute que les événements actuels soient riches d'enseignement pour le peuple africain.

59. M. SEN (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Après le discours poignant et émouvant de notre ami et collègue du Kenya, avec lequel je ne puis qu'être d'accord, peu de chose reste à dire sur le bien-fondé de ces deux projets de résolution. J'aimerais toutefois expliquer brièvement notre attitude à l'égard du second projet, que nous avons appuyé.

60. A notre avis, ce projet de résolution ne recherchait pas l'extension des sanctions contre l'Afrique du Sud et le Portugal; point n'était donc besoin de tergiverser ni de prétendre qu'en adoptant ce projet nous aurions imposé des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud et du Portugal — bien que ma délégation eût été très heureuse d'approuver de telles sanctions. Il est d'ailleurs bien connu que l'Inde n'effectue aucun échange avec l'Afrique du Sud et le Portugal. Ce que l'on nous demandait dans ce projet de résolution, c'était l'application de sanctions déjà approuvées, et j'avais l'impression que tous les membres du Conseil s'étaient déjà mis d'accord sur la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre ces sanctions.

61. Les votes négatifs intervenus aujourd'hui contre ce projet de résolution signifient simplement que ceux qui nous parlent à satiété de la nécessité d'une application efficace ne souhaitent pas vraiment adopter les mesures concrètes suggérées par ce projet.

62. Quelles étaient les trois mesures concrètes contenues dans ce projet ? L'une était de maintenir le volume des échanges aux chiffres de 1965. Si les chiffres de 1965 présentent quelque difficulté, augmentons de 10 p.100 ceux des huit dernières années. Cela, nous pourrions peut-être l'accepter. Mais on n'y tient pas. Et pourtant, nous savons très bien que de plus en plus de marchandises sont acheminées vers divers pays par le canal de l'Afrique du Sud et du Portugal.

63. Par conséquent, lorsque nous parlons des violations flagrantes qui ont été portées à notre connaissance et que nous suggérons des mesures pour y mettre un terme, il semble que nous soyons paralysés par le veto. On ne nous donne aucune raison, et nous sommes par conséquent en droit d'en conclure que ceux qui ont voté pour ces sanctions ne souhaitent pas les appliquer. Ce que cela veut dire en ce qui concerne le gouvernement futur de la majorité au Zimbabwe, c'est que le peuple de ce pays, comme les peuples de l'Afrique dans son ensemble, doit redoubler d'efforts pour abattre ce pouvoir par la violence. Le Conseil sait maintenant — et le monde extérieur saura aussi — quels sont ceux qui auront encouragé cet état de choses en dépit de leur affirmation qu'il faut abandonner la violence pour parvenir à un règlement politique. Je pense, bien sûr, que le régime illégal de Smith ne recherchera aucune solution juste et civilisée par la négociation avec la majorité de la population noire.

64. En résumé, le Conseil a adopté onze résolutions sur ce sujet. En outre, sur une question connexe, l'Assemblée générale a adopté six résolutions acceptées par le Conseil. Si, en dépit de tous ces efforts, aucun désir de mettre en œuvre les mesures se rapportant à ces sanctions n'apparaît, je pense qu'il serait légitime de donner à notre décision d'aujourd'hui la plus large publicité possible et de montrer que tout ce que le Conseil a fait jusqu'à présent pour imposer des sanctions n'est pas réellement pris au sérieux.

65. M. MOJSOV (Yougoslavie) [*interprétation de l'anglais*] : Dans la déclaration que j'ai faite au Conseil le lundi 14 mai [1712e séance], j'ai dit clairement ce qu'étaient la position et le point de vue de la délégation yougoslave sur l'ensemble de la situation en Rhodésie du Sud, dans le cadre de l'évolution générale de l'Afrique australe, en ce qui concerne le rôle de la politique des sanctions de l'ONU lorsqu'il s'agit d'affirmer les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe et, plus particulièrement, en ce qui concerne les sections III et IV du deuxième rapport spécial du Comité et les décisions que le Conseil, à notre avis, devrait donc adopter.

66. C'est à partir de ce point de vue et de cette position de notre délégation — et conformément à l'attitude de principe observée par la Yougoslavie en ce qui concerne les questions africaines et les relations amicales qu'elle entretient avec l'Afrique et les Etats non alignés — que nous nous sommes portés coauteurs, dès le départ, des projets de résolution contenus dans les documents S/10927 et S/10928.

67. Nous sommes assez satisfaits de l'adoption, à une très forte majorité, du premier de ces projets de résolution, qui contient les recommandations et suggestions figurant à la section III dudit rapport. Ces recommandations, tout en étant insuffisantes si on les compare à la situation actuelle et si l'on considère les violations massives des sanctions, représentent cependant un progrès et une amélioration, et la principale raison de ces violations des sanctions est, comme le dit la résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité, "le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions".

68. Mais nous sommes peut-être davantage encore réconfortés de constater que le Conseil a reconnu qu'il devait faire quelques pas supplémentaires et qu'il a pu redresser la situation jusqu'à un certain point en adoptant un texte qui, en plus des recommandations et suggestions de la section III, contient d'importantes propositions africaines issues de la section IV, qui n'a pas fait l'objet d'un accord. Cela prouve peut-être une fois de plus que la ténacité mise au service d'une cause juste donne souvent de meilleurs résultats que cela n'apparaissait possible à première vue.

69. En tant que coauteurs de la résolution qui vient d'être adoptée, nous sommes sensibles à la coopération et à la compréhension de ceux qui ont permis ce progrès, quelque modeste qu'il soit. Evidemment, comme on l'a si souvent dit ici de toutes parts, tout dépend de notre volonté politique à tous, de la volonté politique de tous les Etats de

mettre en œuvre les résolutions du Conseil quelle qu'en soit la valeur intrinsèque.

70. Nous avons été aussi coauteurs du second projet de résolution, car nous adhérons entièrement à l'idée, apparaissant au troisième alinéa, selon laquelle "il est en même temps nécessaire d'adopter d'urgence des mesures plus rigoureuses pour satisfaire aux exigences du paragraphe 4 de la résolution 320 (1972)". Nous avons pensé — et nous pensons encore — que ce second projet de résolution complétait le premier, que nous venons d'adopter, et qu'il représente une étape logique supplémentaire — les mesures concrètes nécessaires à l'élargissement des sanctions. Tous ses paragraphes, de 1 à 5, contiennent des décisions et des exigences qui doivent tout simplement devenir partie intégrante de la politique des sanctions de l'ONU si l'on veut en accroître l'efficacité, en intensifier les effets. J'ajouterai que ce projet de résolution aurait répondu à la directive donnée par le Conseil dans sa résolution 320 (1972), qui demande notamment au Comité de présenter des propositions et des suggestions en vue "d'élargir la portée" des sanctions. Ce projet, qui n'a pas été adopté en raison du vote négatif de deux membres permanents du Conseil, était bien loin de demander un élargissement des sanctions elles-mêmes contre l'Afrique du Sud et le Portugal. Je rappellerai que mon gouvernement estime — et c'est le point de vue exprimé officiellement à l'ONU — que "les sanctions prises contre la Rhodésie du Sud ne peuvent être pleinement efficaces que si elles sont également appliquées au Portugal et à l'Afrique du Sud".

71. Tout en regrettant fort que le Conseil n'ait pu adopter ce second projet de résolution, bien qu'une grande majorité des membres l'ait appuyé, je voudrais rappeler cependant que le Comité et le Conseil ont pu, dans le passé, finir par adopter certains textes qui, auparavant, semblaient n'avoir aucune chance d'être adoptés. Le Conseil devrait donc revenir sur cette question et sur les propositions qui apparaissent dans ce projet.

72. Nous pensons qu'il y a tout lieu de croire — comme cela a toujours été le cas — que le Conseil est de plus en plus disposé à appuyer toujours davantage la juste cause de la libération de tous les peuples d'Afrique. Le premier projet de résolution — fait unique — a été parrainé par neuf membres, ce qui est un événement d'une importance peut-être sans précédent dans l'histoire du Conseil. Cela est fort encourageant.

73. Dans l'ensemble, l'aboutissement de l'examen du deuxième rapport spécial, quoique décevant par certains aspects, représente pourtant, à mon avis, un progrès qui pourrait contribuer de manière appréciable à la mise en œuvre plus efficace d'une meilleure politique de sanctions. Comme je l'ai déjà dit, une disposition politique et un effort constants pourront seuls rendre ces sanctions efficaces. Nous sommes convaincus que les prochaines réunions de l'Organisation de l'unité africaine et les prochains sommets des pays non alignés contribueront à cette fin.

74. Sir Colin CROWE (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Je regrette fort que les auteurs aient jugé bon

d'insister pour que les projets de résolution figurant dans les documents S/10927 et S/10928 soient mis aux voix en dépit du fait qu'ils vont bien au-delà des conclusions ayant fait l'objet d'un accord dans le rapport qui nous a été soumis par le Comité des sanctions et qu'ils ont été présentés sans consultations préalables.

75. Comme je l'ai dit dans ma déclaration du 18 mai [1715e séance], la manière logique et efficace de présenter les choses eût été, pour le Conseil, de se concentrer sur les points importants ayant fait l'objet d'un accord qui figurent dans le rapport, dont nous saluons et appuyons les recommandations essentielles. Une résolution adoptée à l'unanimité aurait eu un poids certain, en particulier sur ceux qui doutent du désir et de la capacité du Conseil de parvenir à une application véritable des sanctions prévues dans la résolution 253 (1968). Toutefois, comme ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées, il n'est guère surprenant que ma délégation ait dû s'abstenir sur l'un des projets de résolution, puisque nous ne pouvions pas voter pour un projet contenant certaines propositions que nous estimions ne pas pouvoir mettre en œuvre, et qu'il se soit également avéré nécessaire de voter contre l'autre projet.

76. C'est le rapport du Comité des sanctions que nous avons discuté. Je m'abstiendrai de suivre certains autres orateurs dans une discussion de la situation rhodésienne en général ou de la question générale du veto. Je dois toutefois souligner que la position de mon gouvernement sur la question des sanctions, et plus particulièrement sur l'élargissement des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud et du Portugal, a été expliquée clairement au Comité des sanctions au cours des discussions prolongées du rapport sur lequel portait notre débat. Elle a été exposée clairement chaque fois que la question des sanctions a été discutée ici. Je l'ai réaffirmée dans ma déclaration devant le Conseil de sécurité avant l'adoption de la résolution 320 (1972), le 29 septembre dernier [1666e séance], expliquant l'attitude de ma délégation à l'égard de certains paragraphes de cette résolution lors du vote au cours duquel ma délégation s'est abstenue. Je l'ai exposé nettement de nouveau devant le Conseil vendredi dernier.

77. On a dit que la rédaction de la résolution 320 (1972) obligeait en quelque sorte le Conseil à décider d'une extension des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal et que ceci a été rendu impossible par l'attitude de ma délégation au sein du Comité des sanctions et ici même au Conseil. En fait, cela est quelque peu exagéré. Il semble y avoir deux arguments. Le premier se rapporte à l'instruction donnée au Comité, dans le paragraphe 4 de la résolution 320 (1972), d'examiner le type de mesures qui pourraient être prises "devant le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions". Bien entendu, c'est exactement ce qu'a fait le Comité : il nous a transmis des recommandations communes, qui reflètent la conclusion pratiquement évidente selon laquelle "devant le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions" tous les gouvernements ayant l'intention d'appuyer les sanctions doivent faire diligence pour s'assurer que le commerce de leurs pays

avec l'Afrique australe est légitime. Le second argument semble porter sur les instructions contenues dans le paragraphe 5 de la résolution 320 (1972) priant le Comité d'examiner et de présenter un rapport sur les propositions tendant à élargir la portée des sanctions. C'est également ce que le Comité a fait. Il a examiné un certain nombre de propositions dans ce sens mais, comme on le constate d'après le rapport, elles n'ont pas recueilli l'unanimité. Prétendre que, pour se conformer aux dispositions de la résolution 320 (1972), toute proposition qui est faite et examinée doit être adoptée, c'est vraiment aller trop loin.

78. Comme je l'ai dit, je n'ai nullement l'intention d'aller au-delà du rapport du Comité des sanctions et de m'engager dans une discussion concernant la situation en Rhodésie dans son ensemble. Mais je dois dire très clairement que ma délégation rejette vivement les accusations de collusion et de mauvaise foi qui ont été portées contre mon gouvernement et ses prédécesseurs. Je répète que leur but demeure celui qui nous est commun, à tous : un règlement juste et acceptable du problème de la Rhodésie du Sud.

79. J'ajouterai simplement que les perspectives seraient grandement améliorées si le Conseil pouvait assurer l'application efficace des sanctions prévues dans la résolution 253 (1968). C'est pourquoi je regrette profondément qu'il ne nous ait pas été possible de mettre nos divergences de côté et d'adopter à l'unanimité une résolution reflétant les propositions communes faites dans le rapport du Comité des sanctions.

80. Sir Laurence McINTYRE (Australie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a voté en faveur des projets de résolution contenus dans les documents S/10927 et S/10928. Le premier projet, dont ma délégation était coauteur, confirme les recommandations et suggestions faites par le Comité des sanctions et s'inspire également du rapport du Comité pour faire un certain nombre d'autres suggestions pratiques, que ma délégation peut accepter volontiers, concernant les moyens par lesquels des mesures de réglementation convenables pourraient être prises pour entraver le commerce à destination et en provenance de la Rhodésie du Sud.

81. Le second projet, contenu dans le document S/10928, est le genre de mesure que j'ai envisagée dans la déclaration que j'ai faite ici la semaine passée [1714e séance], lorsque j'ai indiqué que si les Etats ne jouaient pas tout leur rôle dans l'application des sanctions existantes le Conseil se verrait amené à envisager des mesures plus rigoureuses. Le vote qui vient d'avoir lieu a montré que ce projet va actuellement trop loin pour être accepté par deux membres, dont le vote négatif est à déplorer. Je tiens à préciser que, s'il avait été adopté et si ses dispositions avaient été généralement appliquées, mon gouvernement aurait été prêt à coopérer pleinement à leur mise en œuvre.

82. M. SCALI (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Lorsque j'ai pris la parole devant le Conseil le 16 mai [1713e séance], j'ai souligné l'importance attachée par mon gouvernement aux sanctions contre la Rhodésie du Sud. Considérant le projet de résolution contenu dans le

document S/10927 dans son ensemble, je tiens à souligner que ma délégation est d'accord avec ses objectifs généraux. Nous espérons vivement que les recommandations qu'il contient contribueront d'une manière importante à rendre les sanctions plus efficaces. C'est pourquoi nous aurions beaucoup aimé voter en faveur de ce projet; nous n'avons cependant pu le faire en raison de notre législation interne et des difficultés pratiques que posent certaines de ses recommandations, qui ont été discutées — mais non pas acceptées d'un commun accord — au sein du Comité des sanctions.

83. L'importation de certains matériaux stratégiques de Rhodésie du Sud aux Etats-Unis a été de nouveau soulevée devant le Conseil. Je tiens à faire remarquer que ces matériaux, en 1972, représentaient moins de 5 p. 100 des recettes totales devant provenir des exportations rhodésiennes pour cette année-là. Mon gouvernement a coopéré avec le Comité des sanctions en rendant pleinement compte de ces importations. Nous aimerions que d'autres importateurs de produits rhodésiens fassent de même. Nous pourrions alors en savoir beaucoup plus que nous n'en savons maintenant quant à la manière dont la Rhodésie du Sud survit aux sanctions. Cependant, ceci ne diminue pas l'appui total que nous donnons aux recommandations tendant à améliorer les sanctions faites dans les paragraphes 10 à 22 du deuxième rapport spécial du Comité des sanctions. Nous sommes totalement en faveur également des paragraphes 2 et 8 de la résolution. Nous croyons notamment que les renseignements demandés dans le paragraphe 8 s'avéreront utiles pour évaluer le programme des sanctions et nous espérons que tous les Etats y coopéreront.

84. Nos difficultés à l'égard des paragraphes 5, 6 et 7 ont été clairement exposées par ma délégation au cours des longues délibérations du Comité des sanctions, et il n'est point besoin d'y revenir. Cependant, je tiens à donner au Conseil l'assurance que nous donnerons notre entière adhésion aux objectifs et desseins fondamentaux formulés dans ces paragraphes

85. La question de la vente de trois avions Boeing à la Rhodésie du Sud a été soulevée par plusieurs orateurs au cours de la présente réunion du Conseil de sécurité. Le représentant des Etats-Unis a noté, le 16 avril, devant le Comité des sanctions, que trois avions Boeing — en fait, il s'agissait de Boeing 720 — étaient apparus en Rhodésie du Sud. On a expliqué que les Etats-Unis n'avaient autorisé ni la vente du moindre Boeing à la Rhodésie du Sud ni sa réexportation en Rhodésie. Je peux ajouter que les Etats-Unis n'autoriseront pas l'entretien de ces appareils ou la vente de pièces détachées. Nous avons également dit que les Etats-Unis examineraient en détail la question de savoir quand et comment cette vente a eu lieu. Cette enquête se poursuit, et nous pouvons penser que les gouvernements dont les ressortissants sont peut-être impliqués dans cette vente examinent également la question.

86. Il y a peu de chose à dire en ce qui concerne le second projet de résolution, contenu dans le document S/10928. Nous regrettons qu'il ait été soumis à l'examen du Conseil.

Il comporte diverses propositions dont on a amplement débattu au Comité des sanctions et à propos desquelles ma délégation et d'autres ont exprimé leurs vives réserves. Tout en comprenant parfaitement les sentiments qui sont à la base de ce projet, nous estimons qu'il n'est pas réaliste de demander de plus larges sanctions tant que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies n'auront pas manifesté leur désir de prendre plus au sérieux les sanctions déjà en vigueur. Dans les circonstances actuelles, nous ne pensons pas que ce projet renforcerait les moyens dont dispose l'Organisation pour agir efficacement. A nos yeux, adopter une résolution qui est très nettement inapplicable portera gravement atteinte à la réputation et à la crédibilité de l'Organisation et sapera davantage la confiance publique dans la possibilité qu'a celle-ci d'agir dans un sens positif.

87. C'est sur la base de cette considération — et d'elle seule — que mon gouvernement a décidé de voter contre le projet de résolution. Ceux qui y voient d'autres motifs s'écartent beaucoup de la réalité, et je rejette ces accusations. Elles n'ont aucune base et ne méritent aucune réponse.

88. M. GONTHA (Indonésie) [*interprétation de l'anglais*] : Après les déclarations faites par les autres auteurs et défenseurs des projets de résolution contenus dans les documents S/10927 et S/10928, ma délégation s'exprimera très brièvement, étant donné que nous avons bien précisé notre point de vue au cours de notre intervention la semaine passée [1713e séance].

89. Ma délégation estime que les deux projets de résolution ne faisaient qu'essayer de donner suite aux demandes contenues dans les paragraphes 4 et 5 de la résolution 320 (1972), en tant que réponse logique et positive à cette résolution. Les parties essentielles de ces deux projets sont conformes aux recommandations et suggestions contenues dans le deuxième rapport spécial du Comité. Comme nous l'avons déjà dit dans ce débat, ma délégation n'est pas entièrement satisfaite des recommandations et suggestions qu'il renferme, et nous aurions préféré que les propositions des membres africains soient complètement adoptées.

90. Les débats du Conseil ont nettement démontré que les sanctions sont insuffisamment appliquées, ce qui est imputable aux échappatoires du système actuel, qui permet à certaines forces de se soustraire à l'application stricte et complète des sanctions. Par conséquent, si nous souhaitons vraiment que les sanctions deviennent plus efficaces, il sera indispensable d'éliminer ces échappatoires, où qu'elles se trouvent. Ma délégation regrette donc vivement que le projet de résolution S/10928 se soit heurté à un veto, car l'adoption des deux projets de résolution par le Conseil aurait beaucoup contribué à éliminer ces échappatoires.

91. Nous nous rendons compte, bien entendu, que l'élimination du régime illégal de Rhodésie du Sud ne se fera pas par la simple adoption de sanctions. Le problème est certainement plus complexe. Par ailleurs, l'adoption des deux projets de résolution aurait prouvé au monde, et surtout au peuple du Zimbabwe, que le Conseil de sécurité

se préoccupe sérieusement de la situation et soutient la lutte légitime de la majorité africaine en Rhodésie du Sud.

92. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*traduction du russe*] : L'ambassadeur Malik avait l'intention de prendre lui-même la parole mais, en raison de l'heure tardive et d'obligations qui l'appelaient ailleurs, il m'a demandé de faire la déclaration suivante.

93. La délégation soviétique se joint aux représentants des Etats africains et des autres Etats membres du Conseil de sécurité qui ont exprimé leur indignation devant ce nouveau sabotage d'un projet de résolution sur la Rhodésie, que le Royaume-Uni vient d'opérer avec le concours des Etats-Unis. La délégation britannique a opposé un veto injustifiable à l'adoption de ce texte. Une fois de plus, le Royaume-Uni a montré au monde pour qui il prend parti, qui il défend et dans l'intérêt de qui il agit. En votant de la sorte, la délégation du Royaume-Uni a montré une fois de plus que ce pays méconnaît de façon grossière et cynique les intérêts nationaux du peuple du Zimbabwe, qui gémit sous la botte des racistes sanguinaires. Il défend le régime raciste de Smith qui opprime et exploite ce peuple.

94. Ce nouveau veto du Royaume-Uni s'inscrit dans une série de vetos injustifiables. C'est en effet la cinquième fois que le Royaume-Uni use de ce droit au Conseil de sécurité, précisément sur la question de la Rhodésie du Sud.

95. Qu'est-ce qui a empêché le Royaume-Uni de voter pour le projet de résolution présenté par les pays africains et par d'autres pays ? Ce projet, il faut bien l'avouer, était plus que modeste. Il apportait de nouvelles restrictions à la possibilité pour le régime raciste de Rhodésie du Sud de transporter ses marchandises dans d'autres pays. Ce projet ne prévoyait même pas directement des sanctions contre l'Afrique du Sud et le Portugal et se bornait à inviter les Etats à limiter leurs achats dans ces pays afin de les empêcher de revendre des produits rhodésiens.

96. L'adoption de ces mesures n'aurait pas été contraire aux déclarations verbales du Gouvernement britannique, qui se prétend favorable à l'application des sanctions. En votant contre ce projet de résolution, le Royaume-Uni a montré une fois de plus que ses actions ne correspondent pas à ses belles paroles.

97. Ainsi, la triple alliance de Salisbury, Pretoria et Lisbonne, ce rempart de l'impérialisme, de la réaction, du colonialisme et du racisme en Afrique australe, est une fois de plus défendue à l'Organisation des Nations Unies et au Conseil de sécurité par deux membres permanents de cet organe.

98. Pourtant, l'histoire va de l'avant et personne ne pourra en arrêter le cours. Quels que soient les obstacles que l'on suscite, quelle que soit l'aide qu'accordent aux racistes de Rhodésie du Sud leurs amis avoués ou secrets, le peuple du Zimbabwe, avec l'appui de tous les peuples du monde épris de liberté, ne manquera pas de remporter une victoire irréversible dans sa juste lutte contre le racisme et le colonialisme et réalisera son droit à la liberté, à l'indépen-

dance et à la souveraineté. Jamais le peuple du Zimbabwe ne pardonnera à ceux qui, à l'heure de l'épreuve, lui auront manifesté en paroles leur sympathie mais se seront rangés du côté de ses ennemis et les auront aidés.

99. M. TOURE (Guinée) : Après avoir entendu ici et des discours encenseurs et des justifications plutôt accablantes, nous avons eu raison d'insister sur le vote des deux projets de résolution. L'issue des débats a prouvé que l'illusion des sanctions ne pouvait mener qu'à la situation embarrassante où se trouve le Royaume-Uni, qui nous a proposé cette mesure qui, en fait, devait l'aider à protéger ceux qui violent le blocus économique contre la colonie rebelle du Zimbabwe et ceux qui proclament leur appui à la lutte des peuples tout en aidant les marchands de canons à les écraser. Cette illusion des sanctions, je le répète, est aussi une manœuvre visant à maintenir et à consolider le régime d'Ian Smith afin de pouvoir amener de nouvelles propositions basées sur le suffrage censitaire et non sur le suffrage universel que réclame le peuple du Zimbabwe.

100. Une autre leçon que nous tirons de ces débats, c'est que ceux qui sont contre la guerre économique sont ceux-là mêmes qui incitent à une guerre raciale, à une guerre de libération qui, nous le savons tous, a déjà commencé en Rhodésie et fait rage en Afrique australe tout comme dans les autres territoires encore non indépendants d'Afrique. Ce sont également les mêmes puissances qui, par leur appui aux régimes minoritaires blancs d'Afrique australe, provoquent les Etats indépendants voisins de ces colonies. Les Etats indépendants voisins de la Guinée (Bissau), du Mozambique, de l'Angola et de la Namibie ont connu ces temps derniers des agressions répétées — et s'attendent toujours que de telles agressions soient renouvelées. Mais ce qui est sûr, c'est que les peuples d'Afrique sont déterminés non seulement à défendre leur souveraineté nationale, mais aussi à mettre tout en œuvre pour hâter la libération des peuples encore subjugués.

101. Les articles de presse qui, en fait, ne sont que le reflet de l'environnement politique et social des pays d'où ils proviennent, ne peuvent pas nous intimider. Nous appelons leurs auteurs à se faire l'écho du double veto de ce matin, double veto qui sera entendu par le Conseil des ministres actuellement en session à Addis-Abeba et par le peuple du Zimbabwe. Nous invitons ces journalistes à faire largement écho à nos débats. Mais ce qui importe, ce qui est essentiel pour nous, ce n'est pas ce veto mais l'appui écrasant que les deux projets de résolution ont recueilli ce matin et qui prouve bien que l'histoire ne ment pas, que l'histoire penche toujours en faveur des causes justes, en faveur des peuples qui luttent, quelle que soit la puissance colonisatrice qui est en cause, et en dépit des alliances.

102. M. ODERO-JOWI (Kenya) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais simplement remercier les membres du Conseil qui ont voté avec nous pour les deux projets de résolution. J'aimerais notamment mentionner les deux membres permanents du Conseil — les délégations de l'Union soviétique et de la Chine — qui ont eu la bonté d'appuyer nos positions dans les deux projets.

103. Je ne sais pas si je dois remercier les deux membres permanents du Conseil qui ont mis leur veto au projet de résolution S/10928, mais je sais que ce à quoi ils s'opposent, ce contre quoi ils agissent, est inéluctable. Ces changements se produiront et la justice finira par régner en Rhodésie et finalement en Afrique du Sud, que cela leur plaise ou non. C'est une leçon de l'histoire, et je suis certain qu'ils le savent parfaitement. Mais en refusant d'adopter la même position que nous, Africains, qui connaissons bien ce qui se passe en Rhodésie du Sud, ils ont tout simplement rejeté la négociation. Ils ont créé une situation dans laquelle les peuples de l'Afrique, et plus particulièrement le peuple du Zimbabwe, sauront qu'ils ne peuvent compter sur l'amitié de certains membres du Conseil. Cela leur donnera donc la détermination nécessaire pour intensifier encore la lutte. Il faut regretter que la question ait été traitée de cette manière par le Conseil, car ce veto ne laisse au peuple du Zimbabwe d'autre recours que la lutte.

104. Le Conseil de sécurité a été créé précisément pour prévoir des situations comme celle à laquelle nous faisons face. Mais c'est peut-être ainsi que les choses devaient se dérouler, le peuple du Zimbabwe étant appelé à lutter, à verser son sang pour obtenir son indépendance et affirmer sa dignité. En un certain sens, les deux membres permanents du Conseil ont tout de même fait quelque chose. Il ne suffit pas de rejeter nos arguments et de nous accuser d'imputer des motifs gratuits alors que nous savons bien où est la réalité. Les trois Boeing ne sont pas venus du paradis en Rhodésie; ils n'ont pas été envoyés de l'enfer par Satan; ils sont bien venus de pays où il y a des sociétés, des individus, des gouvernements qui sont prêts à agir de

connivence pour violer les sanctions. C'est ce qui est arrivé et que nous voulions souligner.

105. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je n'ai plus d'orateurs inscrits. Si vous m'y autorisez, je ferai quelques observations en tant que représentant du SOUDAN.

106. Je ne veux rien ajouter puisque notre position a été bien précisée au cours de ce débat et auparavant. Je voudrais simplement me joindre à mon collègue du Kenya pour adresser des remerciements très sincères à ceux qui ont entièrement appuyé la cause africaine au cours de ce débat.

107. Je voudrais ajouter que le projet de résolution S/10928 représentait en fait un effort très sincère pour renforcer quelque peu les sanctions et accélérer l'émancipation du peuple du Zimbabwe. Il est fort regrettable que ce projet n'ait pas été adopté en raison de certains votes négatifs. Mais je voudrais dire que ces votes négatifs n'empêcheront pas le groupe africain et ses amis de continuer à lutter au Conseil pour les mêmes objectifs. Ceci veut dire, bien entendu, que nous continuerons à mettre à l'épreuve la sincérité de ceux qui appuient notre point de vue mais qui sont en désaccord avec nous quant aux moyens. Enfin, ces votes négatifs ne le sont pas totalement : ils auront pour effet politique de donner plus d'élan et plus de force aux combattants de la liberté au Zimbabwe, qui intensifieront encore leur lutte de libération.

La séance est levée à 13 h 40.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
